

Le gouvernement a réussi à faire baisser la dette extérieure du pays en adoptant des politiques fiscales et financières pertinentes. Il est parvenu à diminuer progressivement le pourcentage du service de la dette de 16,2 % en 1987 à moins de 10 % en 1989, et cette tendance devrait se poursuivre en 1990. À cet égard, le cinquième Plan quinquennal de la Malaisie prévoit une réduction de 40 % des dépenses de l'État. Le gouvernement y proposait également un programme ambitieux de privatisation, pour faire du secteur privé le moteur de la croissance future.

Lancé en mars 1986, le plan a été conçu de façon à guider le gouvernement dans les politiques économiques qu'il mettra de l'avant jusqu'en 1991. Également lancé en 1986, le Plan directeur industriel décennal vise à diversifier l'infrastructure économique de la Malaisie et à rendre le pays moins tributaire du secteur primaire. L'accent y est mis sur la diversification et sur le transfert des ressources vers des activités de valeur ajoutée et de haute technicité. Parallèlement, le gouvernement de la Malaisie fait porter ses efforts sur la mise en application d'une nouvelle politique économique (NEP) axée sur la lutte contre la pauvreté et une restructuration de la société pour parvenir à améliorer la situation économique des Malaysiens.

Une consommation en hausse, une demande extérieure forte et un investissement étranger important (surtout du Japon, des États-Unis, de Singapour et de Taiwan) devraient entraîner un taux de croissance du PIB en 1990 de l'ordre de 7 à 8 %. L'industrie manufacturière devrait demeurer le secteur le plus important de l'économie, de sorte que la baisse des prix des matières premières ne devrait pas nuire beaucoup à l'économie. La faiblesse de l'investissement intérieur, le taux de chômage (8 % en 1989), le taux d'inflation (4 % en 1989, mais 2,5 % en 1988), et le contrôle du déficit du secteur public sont autant de problèmes fondamentaux que le gouvernement de la Malaisie devra aborder dans un avenir rapproché.